Gouvernement du Canada | Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

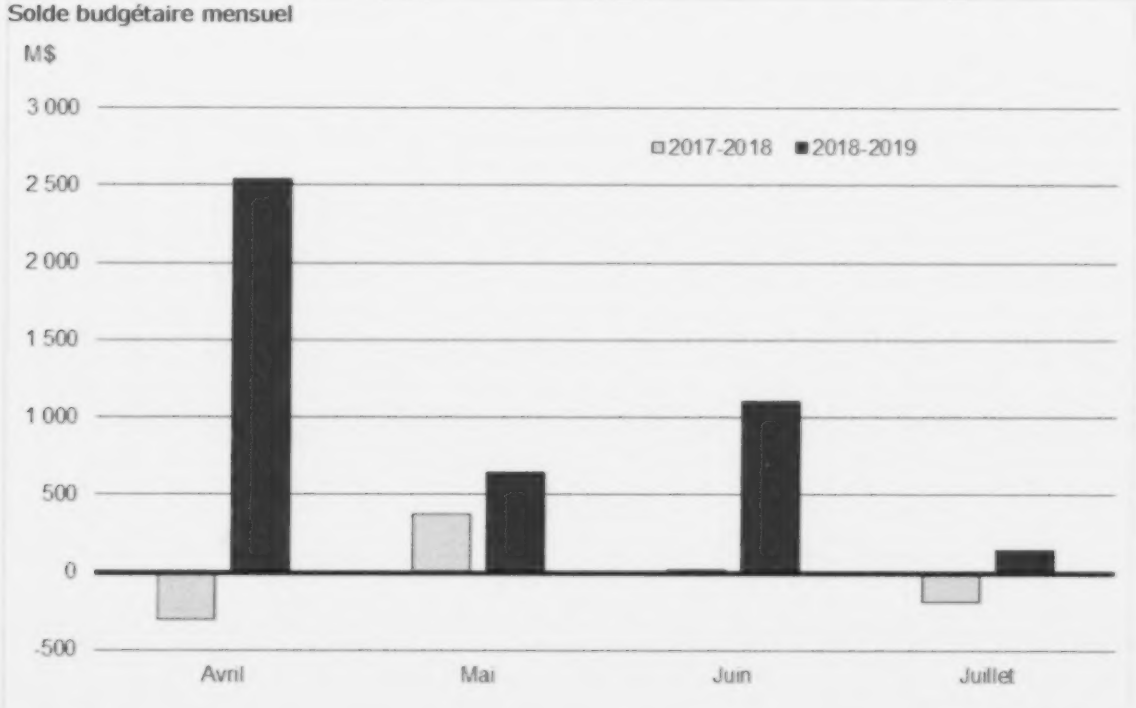
La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Juillet 2018

Le mois de juillet 2018 s'est soldé par un excédent budgétaire de 0,1 milliard de dollars, comparativement à un déficit de 0,2 milliard en juillet 2017. Les revenus ont augmenté de 1,1 milliard (4,0 %) en raison de la hausse des revenus fiscaux, des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 0,6 milliard (2,4 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (7,7 %), ce qui s'explique en partie par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Solde budgétaire mensuel



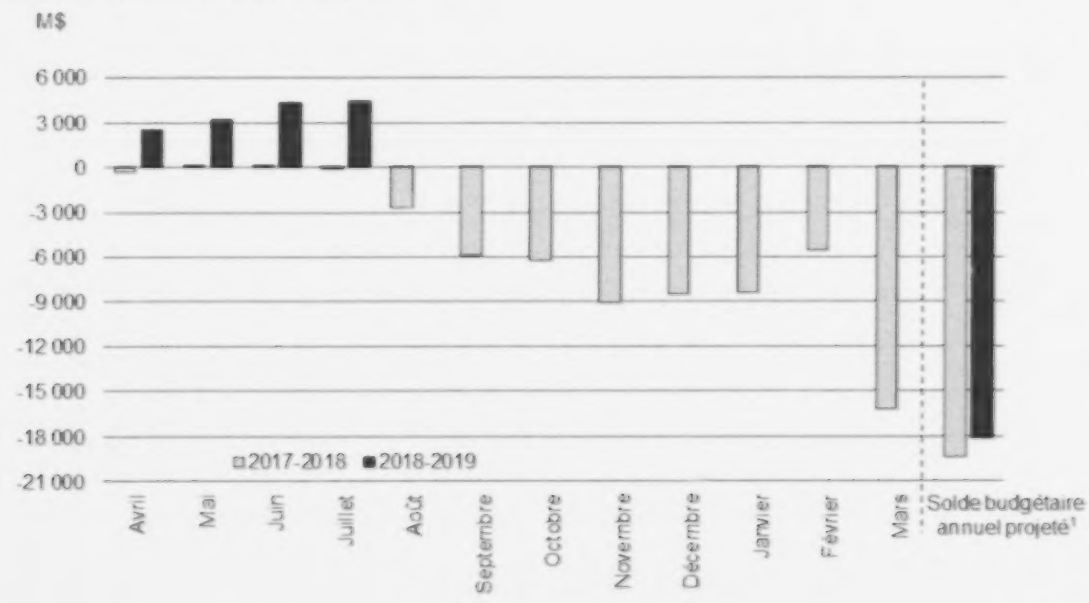
D'avril à juillet 2018

Pour la période d'avril à juillet de l'exercice 2018-2019, le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 4,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 0,1 milliard pour la même période de l'exercice 2017-2018. Les revenus ont augmenté de 7,6 milliards (7,5 %), en raison de la hausse des revenus fiscaux, des revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 2,2 milliards (2,3 %), sous l'effet de l'augmentation des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,8 milliard (10,3 %), ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Les résultats financiers des quatre premiers mois de l'exercice donnent peu d'indications au sujet des perspectives pour l'ensemble de l'exercice. Toutefois, les résultats d'avril à juillet 2018 sont conformes dans l'ensemble aux projections budgétaires pour 2018-2019 présentées dans le budget, puisqu'on prévoit une concentration des charges plus tard dans l'exercice, conformément aux tendances observées au cours des exercices antérieurs.

Une mise à jour des perspectives économiques et budgétaires sera présentée dans l'*Énoncé économique de l'automne*.

Solde budgétaire cumulatif à ce jour



[1] Source : Budget de 2018. Les projections de 2018-2019 incluent un ajustement en fonction du risque de 3 milliards de dollars.

Tableau 1
État sommaire des opérations
(M$)

	Juillet		Avril à juillet	
	2017	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Opérations budgétaires				
Revenus	26 058	27 112	101 328	108 886
Charges				
Charges de programmes	-24 306	-24 878	-93 374	-95 566
Frais de la dette publique	-1 945	-2 094	-8 063	-8 894
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-193	140	-109	4 426
Opérations non budgétaires	4 744	775	-11 717	-10 406
Ressources ou besoins financiers	4 551	915	-11 826	-5 980
Variation nette dans les activités de financement	-5 322	6 845	16 623	12 753
Variation nette dans l'encaisse	-771	7 760	4 797	6 773
Encaisse à la fin de la période			41 698	44 450

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Revenus

En juillet 2018, les revenus se sont chiffrés à 27,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,1 milliard (4,0 %) comparativement à juillet 2017.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (3,3 %), principalement sous l'effet de la hausse des revenus tirés de la taxe sur les produits et services (TPS).
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,1 %).

- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (11,8 %).

Pour la période d'avril à juillet de l'exercice 2018-2019, les revenus ont totalisé 108,9 milliards de dollars, soit une hausse de 7,6 milliards (7,5 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 6,9 milliards de dollars (8,2 %), principalement sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu et des revenus tirés de la TPS.
- Les revenus tirés des cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (4,9 %).
- Les autres revenus ont augmenté de 0,3 million de dollars (3,0 %).

Tableau 2
Revenus

	Juillet			Avril à juillet		
	2017	2018	Variation 2017-2018	2018-2019		Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	12 762	12 433	-2,6	47 786	50 176	5,0
Sociétés	3 417	3 448	0,9	14 487	17 090	18,0
Non-résidents	850	934	9,9	2 461	2 997	21,8
Total des revenus d'impôt sur le revenu	17 029	16 815	-1,3	64 734	70 263	8,5
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 570	4 359	22,1	13 408	14 492	8,1
Taxes sur l'énergie	472	513	8,7	1 701	1 833	7,8
Droits de douane à l'importation	550	620	12,7	1 933	1 934	0,1
Autres taxes et droits d'accise	506	554	9,5	1 970	2 102	6,7

Total des autres taxes et droits	5 098	6 046	18,6	19 012	20 361	7,1
Total des revenus fiscaux	22 127	22 861	3,3	83 746	90 624	8,2
Cotisations d'assurance-emploi	1 651	1 703	3,1	7 937	8 329	4,9
Autres revenus	2 280	2 548	11,8	9 645	9 933	3,0
Total des revenus	26 058	27 112	4,0	101 328	108 886	7,5

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Charges

En juillet 2018, les charges de programmes ont totalisé 24,9 milliards de dollars, soit une hausse de 0,6 milliard (2,4 %) comparativement à juillet 2017.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,3 milliard de dollars (3,4 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,2 milliard (5,8 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 34 millions (2,0 %). Les prestations pour enfants ont augmenté de 0,1 milliard (2,9 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (3,7 %), en raison surtout des augmentations, prévues par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des transferts de péréquation.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,6 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 22 millions de dollars (0,8 %).
    - Les autres charges de programmes directes, qui englobent les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement, ont augmenté de 38 millions de dollars (0,5 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (7,7 %), en partie en raison de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Pour la période d'avril à juillet de 2018-2019, les charges de programmes se sont élevées à 95,6 milliards de dollars, soit une hausse de 2,2 milliards (2,3 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (1,7 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,9 milliard (5,2 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,6 milliard (9,3 %), tandis que les prestations pour enfants ont augmenté de 0,3 milliard (3,5 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (3,7 %), en raison principalement des augmentations, prévues par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des transferts de péréquation.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (2,1 %). Parmi les charges de programmes directes :
    - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 25 millions de dollars (0,2 %).
    - Les autres charges de programmes directes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (2,8 %).

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (10,3 %), ce qui s'explique par des rajustements plus importants apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'indice des prix à la consommation et par la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours des bons du Trésor du gouvernement du Canada.

Tableau 3
Charges

	Juillet			Avril à juillet		
	2017	**2018**	**Variation**	**2017-18**	**2018-19**	**Variation**
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations aux aînés	4 208	4 452	5,8	16 612	17 476	5,2
Prestations d'assurance-emploi	1 689	1 655	-2,0	6 643	6 028	-9,3
Prestations pour enfants	1 833	1 886	2,9	7 728	7 996	3,5
Total	7 730	7 993	3,4	30 983	31 500	1,7
Principaux transferts aux autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé	3 096	3 215	3,8	12 383	12 861	3,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 146	1 180	3,0	4 583	4 720	3,0
Péréquation	1 521	1 580	3,9	6 084	6 319	3,9
Formule de financement des territoires	251	258	2,8	1 679	1 726	2,8
Fonds de la taxe sur l'essence	1 036	1 085	4,7	1 036	1 085	4,7
Transferts relatifs aux soins à domicile et de santé mentale	s.o.	0	s.o.	s.o.	17	s.o.
Autres arrangements fiscaux[1]	-378	-397	5,0	-1 566	-1 644	5,0
Total	6 672	6 921	3,7	24 199	25 084	3,7
Charges de programmes directes						
Autres paiements de transfert	2 804	2 826	0,8	11 287	11 312	0,2

Autres charges de programmes directes	7 100	7 138	0,5	26 905	27 670	2,8
Total des charges de programmes directes	9 904	9 964	0,6	38 192	38 982	2,1
Total des charges de programmes	24 306	24 878	2,4	93 374	95 566	2,3
Frais de la dette publique	1 945	2 094	7,7	8 063	8 894	10,3
Total des charges	26 251	26 972	2,7	101 437	104 460	3,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes; les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les subventions législatives; les paiements liés aux accords de 2005 sur les ressources extracôtières; et les paiements aux provinces relativement à la réglementation des valeurs mobilières.

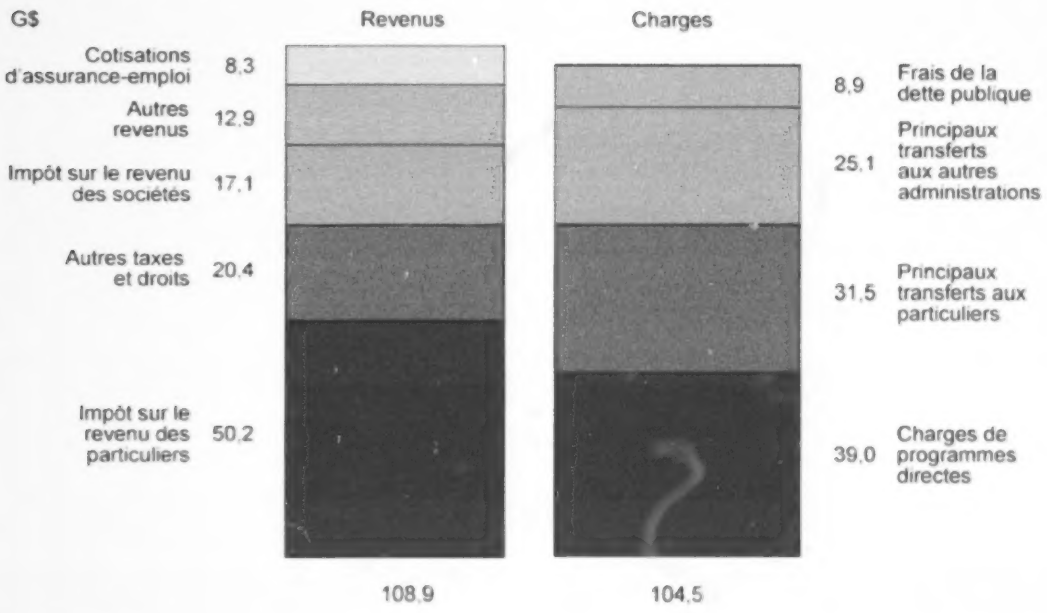
Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4
Total des charges, par article de charges

	Juillet			Avril à juillet		
	2017	2018	Variation	2017-18	2018-19	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert	17 206	17 740	3,1	66 469	67 896	2,1
Autres charges						
Personnel	4 080	4 227	3,6	15 813	16 730	5,8
Transports et communications	239	267	11,7	724	808	11,6
Information	15	15	0,0	52	55	5,8
Services professionnels et spéciaux	813	905	11,3	2 447	2 589	5,8
Location	266	273	2,6	1 001	1 055	5,4
Réparation et entretien	210	238	13,3	591	649	9,8
Services publics, fournitures et approvisionnements	179	187	4,5	694	697	0,4
Autres subventions et charges	886	615	-30,6	3 933	3 447	-12,4
Amortissement des immobilisations corporelles	403	399	-1,0	1 613	1 594	-1,2
Perte nette sur cession de biens	9	12	33,3	37	46	24,3
Total des autres charges	7 100	7 138	0,5	26 905	27 670	2,8
Total des charges de programmes	24 306	24 878	2,4	93 374	95 566	2,3
Frais de la dette publique	1 945	2 094	7,7	8 063	8 894	10,3
Total des charges	26 251	26 972	2,7	101 437	104 460	3,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Revenus et charges (d'avril à juillet 2018)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Besoins financiers de 6,0 milliards de dollars d'avril à juillet 2018

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu de l'excédent budgétaire de 4,4 milliards de dollars et des besoins de 10,4 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à juillet 2018 s'est soldée par des besoins financiers de 6,0 milliards, comparativement à des besoins financiers de 11,8 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

Tableau 5
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
(M$)

	Juillet		Avril à juillet	
	2017	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-193	140	-109	4 426
Opérations non budgétaires				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs	1 246	-838	-17 673	-10 985
Régimes de retraite, autres prestations futures et autres passifs	651	794	1 186	2 251
Comptes d'opérations de change	3 628	697	3 568	381
Prêts, placements et avances	-514	355	1 102	-2 032
Actifs non financiers	-267	-233	100	-21
Total des opérations non budgétaires	4 744	775	-11 717	-10 406
Ressources ou besoins financiers	4 551	915	-11 826	-5 980

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Activités nettes de financement en hausse de 12,8 milliards de dollars

L'État a couvert ces besoins financiers de 6,0 milliards de dollars et augmenté ses soldes de trésorerie de 6,8 milliards en augmentant la dette non échue de 12,8 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables et de bons du Trésor.

Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin du mois de juillet 2018, les soldes de trésorerie s'élevaient à 44,5 milliards de dollars, soit 2,8 milliards de plus qu'à la fin de juillet 2017.

Tableau 6
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement (M$)

	Juillet		Avril à juillet	
	2017	**2018**	**2017-2018**	**2018-2019**
Ressources ou besoins financiers	4 551	915	-11 826	-5 980
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	7 247	7 872	16 949	5 762
Bons du Trésor	-9 200	400	4 600	9 000
Titres au détail	-155	-32	-230	-146
Total	-2 108	8 240	21 319	14 616
Emprunts en devises	-788	-444	-756	79
Total	-2 896	7 796	20 563	14 695
Réévaluation de swaps de devises	-2 390	-925	-3 425	-1 292
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-220	-9	-595	-529
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	184	-17	80	-121
Variation nette dans les activités de financement	-5 322	6 845	16 623	12 753
Variation dans l'encaisse	-771	7 760	4 797	6 773
Trésorerie à la fin de l'exercice			41 698	44 450

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada, préparé tous les mois par le ministère des Finances. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun, conformément à la Norme spéciale de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international, qui est conçue pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats qui sont déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada maintenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux mêmes politiques comptables que celles servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement, qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada*, accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers qui sont présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des dépenses. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition du mois de mars de *La revue financière*.
6. Les résultats d'avril à mars qui sont présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que d'autres renseignements sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus et des ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* publiée chaque mois, à la suite de la mise au point et de la publication des résultats financiers du gouvernement pour l'exercice précédent, habituellement à l'automne.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Bradley Recker au 613-369-5667.

Septembre 2018

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2018)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document en tout ou en partie doit être adressée au ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4F-PDF
ISSN : 1487-0134